

Strasbourg, le 21 juin 2004

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société CFF Recycling ESKA 15, rue du Havre à STRASBOURG

La Société CFF Recycling ESKA (anciennement KERN) exploite des installations de broyage de véhicules et de métaux, 15, rue du Havre à STRASBOURG.

Suite à des incendies, le 18 juillet 1999 et dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre 1999, des arrêtés préfectoraux d'urgence ont été signés (arrêtés du 4 août 1999, du 13 août 1999 et du 3 septembre 1999).

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 13 août 1999 imposait la réalisation d'un puits permettant de créer un cône de rabattement empêchant toute extension latérale ou verticale d'une pollution éventuelle.

L'article 3 de l'arrêté du 3 septembre 1999 a imposé la réalisation, par un bureau spécialisé en hydrogéologie une étude afin de vérifier si ce puits de rabattement était adapté à toutes les situations.

ANTEA a produit un rapport en octobre 1999 dont la conclusion stipule que :

« la barrière hydraulique constituée par le nouveau puits DN 600 contribue de façon significative à récupérer les eaux polluées générées sur le site KERN...

Cet équipement constitue par ailleurs une mesure de sécurisation permanente du champ captant ».

Des prélèvements hebdomadaires sont effectués sur un piézomètre du site CFF Recycling ESKA (piézomètre 4) situé dans la partie Sud Ouest du site, à proximité du puits de rabattement, par un laboratoire mandaté par la Communauté urbaine de STRASBOURG. Les analyses portent sur l'hexachlorobutadiène (HCBd), composé qui avait été trouvé dans les eaux des captages.

Lors du prélèvement du 14 juin 2004, le laboratoire a constaté sur ce piézomètre des odeurs de solvants. Les résultats des analyses communiqués le 17 juin 2004 sont les suivants :

- hydrocarbures totaux : 500 µg/l,
- benzène : 156 µg/l,
- toluène : 42,1 µg/l,
- ethylbenzène : 177 µg/l,
- xylènes (méta + para) : 134 µg/l,
- orthoxylène : 105 µg/l.

Les analyses effectuées sur les eaux prélevées sur un puits de rabattement mis en place par la Communauté urbaine de STRASBOURG sur le terrain ELECTRICITE DE STRASBOURG voisin ne présentent pas de pollution.

Le puits de rabattement DN 600 de CFF Recycling ESKA a une profondeur de 20 mètres et est équipé d'une pompe de 250 m<sup>3</sup>/h. Le puits de rabattement DN 400 de la Communauté urbaine de STRASBOURG, situé à environ 30 mètres du puits précédent a une profondeur de 13 mètres et est équipé d'une pompe de 130 m<sup>3</sup>/h. Il a été intégré dans l'étude validation d'ANTEA d'octobre 1999.

L'odeur se dégageant de l'eau prélevée le 14 juin 2004 pourrait être due à un carburant, ou à un composé organique non identifié.

Le 17 juin 2004, un passage sur site d'agents de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales et du Service Environnement de la Communauté urbaine de STRASBOURG a eu lieu ; des odeurs étaient encore perceptibles au débouché du piézomètre 4 ; par contre, rien n'était perceptible sur les 4 autres piézomètres du site et le puits de rabattement, ni sur le puits de rabattement Communauté urbaine de STRASBOURG et des piézomètres situés à proximité sur le terrain d'ELECTRICITE DE STRASBOURG.

Il est cependant nécessaire de faire procéder, **dans les plus brefs délais** à des analyses complémentaires sur les 5 piézomètres du site KERN et sur le puits de rabattement ; ces analyses effectuées par un laboratoire agréé pour des contrôles sur des eaux destinées à la consommation humaine, devront porter sur les hydrocarbures totaux, les BTEX, les HAP. Une analyse plus complète (chromatographie + spectre de masse) serait utile sur le piézomètre n° 4, afin de déterminer la présence éventuelle d'un autre composé organique. Il est en outre urgent, compte tenu des niveaux des pompages actuellement effectués dans le secteur (Communauté urbaine de STRASBOURG, STRACEL, ESKA) de vérifier **immédiatement** que les conclusions d'ANTEA d'octobre 1999 sont toujours pérennes.

Ces prescriptions devront être imposées par arrêté préfectoral d'urgence, pris en application de l'article L 512-7, sans possibilité de passage en Conseil départemental d'hygiène, compte tenu de l'enjeu présenté par la protection des captages du Polygone.